



Châteaubriant :

A l'occasion des cérémonies marquant le 64^{ème} anniversaire de la fusillade de Châteaubriant, l'amicale de Châteaubriant-Voves-Rouillé fêtera la 60^{ème} année de sa création.

Notre dossier page 4

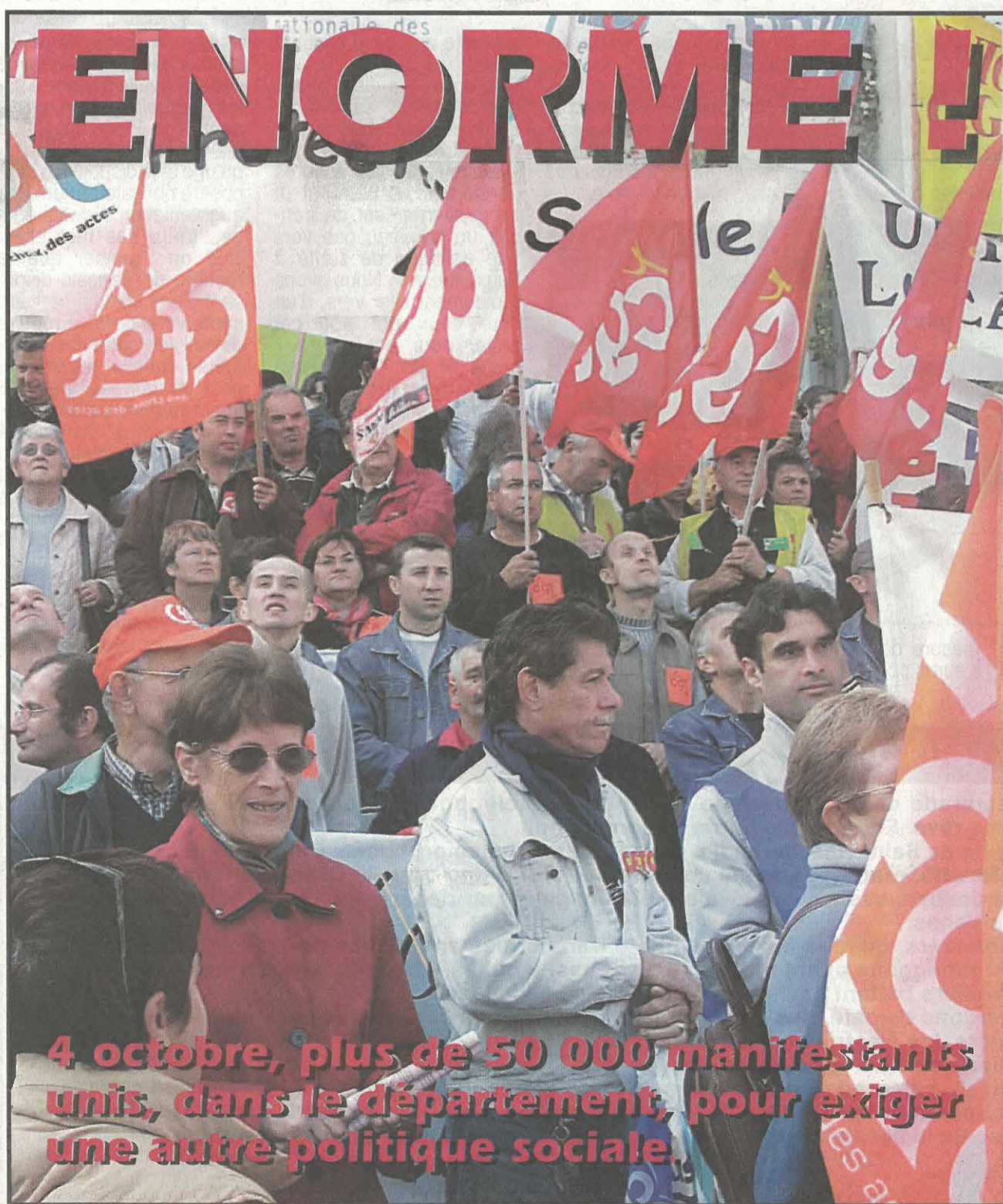
Les Nouvelles de Loire Atlantique nla

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 793

13 octobre 2005

prix : 0,40 €



4 octobre, plus de 50 000 manifestants unis, dans le département, pour exiger une autre politique sociale.

■ EOLIENNE EN VUE

Jean Louis LE CORRE donne son avis sur les projets d'implantation de parcs éoliens dans le département. P 2

■ PRESSE RÉGIONALE

La Fédération PCF rencontre les représentants syndicaux



de Presse Océan suite à la cession du journal par la Socpresse. En débat : l'avenir et la pluralité. P 2

■ QUELLE ENERGIE DEMAIN ?

Claude Aufort dans la page «événement culture idées» nous interpelle sur l'avenir de notre consommation de pétrole. Une contribution qui pousse à la réflexion. P 6

■ COMMEMORATIONS DU 22 OCTOBRE 1941

Les cérémonies commémoratives détaillées. P 8

www.pcf-44.com www.pcf-44.com www.pcf-44.com www.pcf-44.com
www.pcf-44.com www.pcf-44.com www.pcf-44.com www.pcf-44.com
www.pcf-44.com
www.pcf-44.com
www.pcf-44.com www.pcf-44.com www.pcf-44.com www.pcf-44.com
www.pcf-44.com www.pcf-44.com www.pcf-44.com www.pcf-44.com

L'actualité politique...

EN BREF

A COMBIEN LA BANDE ?

Bernard Tapie ex patron ruiné et ex ministre de Mitterrand vient de gagner 145 millions d'euros, qui devraient être versés par l'Etat, suite à la vente par le Crédit Lyonnais il y a de cela une douzaine d'années de l'équipementier sportif à Robert Louis Dreyfus, actuel patron de l'olympique de Marseille. C'est ainsi que " s'achève " une comédie de boulevard parisien absolument pas marrante dans laquelle le contribuable est invité à participer.

L'ARROSEUR ARROSÉ

Dans cette triste affaire, c'est en fait celui qui aura le moins bien triché qui se sera fait épinglé, car, à quatre reprises condamné pour affaires commerciales litigieuses, triches caractérisées, fraudes révélées, ou magouilles capitalistes, Nanard ne peut avoir que le " triomphe modeste ".

TOUTE PETITE GALÈRE

Ne craignons pas pour le train de vie de notre acteur, chanteur, comédien et animateur qui, depuis sa " descente " n'a jamais connu la précarité et la misère dans son hôtel particulier parisien qu'il a toujours préservé. Non, âmes sensibles ne pleurez pas, jamais notre ancien ministre n'a connu les hôtels des marchands de sommeil parisien, la soupe populaire, les restos du cœur.

ET LE CRÉDIT LYONNAIS ?

Ca va, un petit lifting, à coups de spots télévisés, essaie de nous faire oublier que sa gestion pour le moins hasardeuse et catastrophique a coûté aux contribuables français aux alentours de 600 millions de dollars entre Exécutif Life et autres folies, sans que ses responsables ne soient pour un peu inquiétés. Mais comme dirait Thierry Breton " Le principal c'est la liberté d'entreprendre il faut avant tout la privilégier ".

ECONOMIE POPULAIRE

C'est ce que nous dit notre ami, le grand argentier dans son petit costume étriqué : Thierry Breton qui ne veut en aucun cas dépenser l'argent des contribuables bêtement... Donner l'argent de l'état à une entreprise déficitaire comme la SNCM, jamais. La privatiser, oui, tout de suite...



MAUVAIS COMPTE, MAUVAIS AMIS.

Alors que la SNCM possède un actif d'environ 450 millions d'euros, le patron de Bercy avec la bénédiction de toute l'équipe de Chirac n'hésite pas à vouloir vendre l'entreprise aux fonds de pensions franco américain pour 35 millions et, afin de ne pas mettre sur la paille ces pauvres acheteurs, il propose de payer le plan social soit pour le licenciement de 400 salariés la modique somme de 31 millions d'euros. Manque de pot, ça ne passe pas... les salariés ont d'autres objectifs, celui de maintenir l'entreprise dans le giron de l'état... à suivre.

Point de vue

Par Dominique LUCAS



La violence des attaques du gouvernement Villepin contre les salariés sont d'un niveau socialement et humainement intolérable. La réponse du Gouvernement aux salariés de la SNCM démontre jusqu'où compte aller la droite pour s'assurer la mise en œuvre de sa politique

taire du 4 octobre dernier constitue une étape supplémentaire dans cette riposte des salariés. Mais ces mobilisations ne doivent pas venir s'échouer sur les récifs de l'impuissance politique. C'est ici qu'intervient l'ambition des communistes de construire des rassemblements d'idées qui imposent la construction d'une majorité politique pour les satisfaire. Mais comment ? L'objectif que nous nous assignons est que la gauche puisse se rassembler dans une majorité politique susceptible de gouverner ensemble. Mais tout doit se passer devant et avec les citoyens. Il s'agit de créer une dynamique populaire - à l'image de celle sur le réfé-

rendum - pour conduire les forces de gauche à prendre ensemble des engagements précis de contenu et de calendrier de transformation. Un rassemblement populaire qui apporterait des réponses de transformations majoritaires. Nous proposons d'organiser 1000 "

«Des forums pour construire des majorités d'idées et de rassemblement»

ultra libérale. Criminaliser l'action syndicale, intimider ceux et celles qui refusent qu'au nom de la liberté d'entreprendre de quelques uns (qui n'est ici que la liberté de s'enrichir) on mette en cause les droits fondamentaux de tous les autres (travail, santé logement, éducation...).

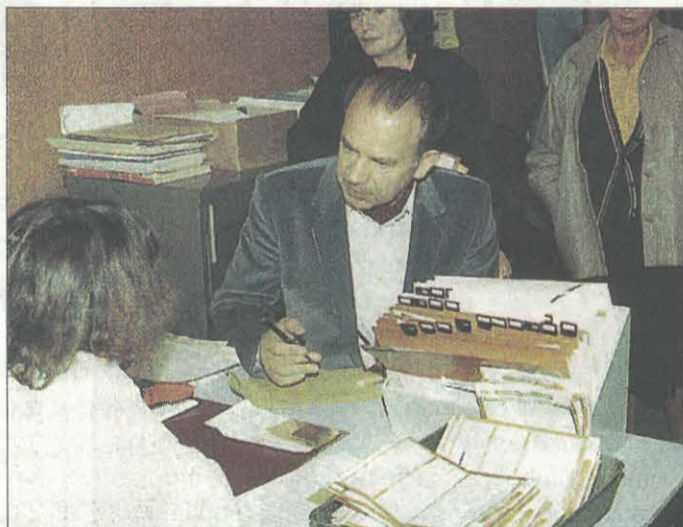
Face à cette politique, les réponses apportées doivent être à la hauteur de l'enjeu. D'abord, la résistance doit être massive. Après les trois journées de mobilisation unitaire au premier semestre 2005 et le vote massif contre l'Europe libérale le 29 mai, la journée d'action uni-

forums programme " dans lesquelles nous débattrons avec notre peuple et l'ensemble des forces de gauche de la construction d'une alternative politique et des 27 objectifs avancées par le Parti Communiste pour se dégager des dogmes capitalistes.

La santé à 2 vitesses

Xavier Bertrand ministre de Villepin à la santé vient de faire l'unanimité quant à sa

te ordonnance médicale supérieure à 91 euros. Après l'euro supplémentaire sur le forfait hospitalier, le déremboursement massif de médicaments devenus subitement inefficaces. Cette nouvelle mesure



nouvelle mesure de franchise de 18 euros pour tou-

démontre une façon bien singulière de fêter les

soixante ans de la sécurité sociale.

Ces nouvelles dispositions qui " tombent " sans aucune discussion et concertation entre les organisations syndicales et les assurés permettent au patronat et au gouvernement de franchir un nouveau pas vers une politique de santé à deux vitesses. Nous allons rapidement aller vers, d'un côté ceux qui pourront payer pour accéder aux soins et de l'autre, une grande majorité de citoyens qui, déjà pénalisés n'auront plus les possibilités d'obtenir les traitements nécessaires pour se soigner. Quand on connaît aujourd'hui le coût des médicaments permettant de traiter certaines maladies, on peut être très inquiet sur les conséquences de telles mesures pour un avenir prochain.

Le ministre de la santé peut

toujours avancer la possibilité de remboursement de cette nouvelle franchise par les mutuelles. Son président Jean Pierre Davant a clairement fait savoir qu'une telle disposition supposera obligatoirement une augmentation conséquente des tarifs des mutuelles. Doit on penser que le nombre de français disposant d'une complémentaire santé va encore se réduire devant les coûts insupportables qu'elle représente pour les familles. Cela est effectivement à craindre. Une chose est certaine, la mesure du ministre de la santé fait l'unanimité contre elle, qu'il s'agisse sans réserve du monde syndical, mais également de la gauche et du milieu médicale qui considère cette mesure dangereuse comme le déclare un grand nombre de médecins généralistes.

De vous à moi...

Un camarade des Chantiers de l'Atlantique a téléphoné au journal pour nous raconter un mauvais rêve. Écoutons le narrer sa longue nuit.

" La Ville de Saint-Nazaire où il a grandi, s'était métamorphosée. Cette ville ouvrière, capitale de la Navale, était devenue la capitale du " Tourisme " sur la Côte atlantique. Résidences, hôtels de luxe, casino, golf avaient été imaginés par des urbanistes venus de Disneyland et de Las Vegas.

Les Chantiers, quant à eux, avaient été transformés en un immense parc d'attractions maritimes : toboggans géants, bassins à vagues, à bulles, etc, le bassin de Penhouët en marina pour voiliers battant pavillons étrangers, même belges.

Des garçons de café, des marchands de glaces et de cacahuètes avaient remplacé les chaudronniers, les électriciens, les techniciens. Les entrées de la ville n'avaient pas été oubliées. On y lisait sur des écrans lumineux géants " Bienvenue à Saint-Nazaire-sur-Mer " ...

La nuit du camarade fut, évidemment, très agitée. Inquiet, malgré tout, par ce cauchemar, duquel pensent sans honte ni remords certains, il se leva et partit préparer la journée de défense de la navale à laquelle Marie George Buffet participera le 12 novembre.

R.M.

VITE LU VITE DIT

Spéculation

Mais où va s'arrêter la spéculation sur l'immobilier c'est la question que l'on est en droit de se poser suite aux constats faits par les notaires sur la Loire Atlantique.

Le petit chez soi en appartement est en moyenne au prix de 1945 euros le mètre carré soit une augmentation de 15% sur l'année. Ne parlons pas de la petite maison individuelle au prix moyen de 171 900 euros soit une progression de 14% par rapport à 2004.

Le bord de mer

C'était chouette les bords de mer, mais ce n'est plus pour ceux qui vivent de leur travail. Suivant cette même étude, le prix moyen de l'immobilier sur la côte d'amour est fixé à 3191 euros le mètre carré, Pour La Baule, le prix est fixé à 3645 euros ce qui en fait l'immobilier le plus cher du département.

L'esprit tranquille

La presse locale relayant ces données chiffrées parle de "marché qui devient plus stable". Mais comment ne pas s'interroger et condamner une telle politique qui ne fait que creuser, dans notre département comme ailleurs, les inégalités entre les citoyens devant le logement.

Vers de grands déséquilibres

Dans de nombreuses localités à caractère urbain ou rural, le logement est devenu source de difficultés. Comment ici répondre à la demande, comment garder les logements sociaux ? comment encore gérer les augmentations de population, les demandes de permis de construire... ? Autant de problèmes nouveaux qui creusent les écarts entre les populations sur un droit élémentaire : le logement au nom de la spéculation et de l'argent.

250 à 350 éoliennes en Loire Atlantique d'ici 2010

Jean Louis LE CORRE nous donne son avis

Suite aux déclarations du Conseil Général de Loire Atlantique concernant le projet de parcs éoliens sur le département, nous avons demandé à Jean Louis Le Corre vice président communiste de l'assemblée départementale son avis sur le sujet.

"Oui une politique publique de l'énergie peut accueillir le développement des énergies renouvelables.

L'augmentation de la production d'électricité constitue aujourd'hui pour l'Ouest de la France une obligation unanimement reconnue pour préserver une alimentation stable des foyers et des activités et répondre au développement de notre région. Le service public EDF/GDF produit d'abord de l'énergie électrique d'origine nucléaire, mais aussi thermique (charbon, gaz, fuel) et hydroélectrique. Il organise



une péréquation pour atteindre un prix du kWh sur tout le territoire.

Or, l'énergie électrique ne se stocke pas et doit être distribuée au plus près de son lieu de production.

Dans l'estuaire de la Loire, la production d'origine thermique (Cordemais) ne permet pas de répondre à la demande et sécuriser la distribution. La construction d'un centre de

production d'électricité dans l'Ouest s'impose.

Mais, pour répondre aux besoins des habitants, il faut développer toutes les formes d'énergie sans exclusive. Les énergies renouvelables peuvent être un recours, certes encore limité, pour faire face à l'épuisement des énergies fossiles (gaz, charbon et pétrole) et compléter la production d'origine nucléaire.

Notre géographie estuarienne est compatible avec l'installation de projets éoliens et d'utilisation de l'énergie motrice des courants de la Loire.

Mais les citoyens veulent aujourd'hui donner leur avis.

Ils doivent donc pouvoir en juger et savoir que le prix d'achat par EDF de ce type de production éolienne est très supérieur à celui des autres énergies. Le rendement de ces installations est mauvais et le fonctionnement intermittent. Ces conditions contribueront à l'augmentation du prix de l'électricité.

La directive européenne s'est donné un objectif très ambitieux : 21% de la production

d'énergie devrait être renouvelable. Pour réaliser cet objectif en 2010, la France a choisi de se doter d'un parc éolien de 14 000 MW. Dans ce cadre, pour la Loire Atlantique l'installation de 250 à 350 éoliennes serait nécessaire soit 33 parcs comme celui de Bouin en Vendée. Les citoyens doivent se prononcer sur ces projets.

En 2002, l'État avec la région, ont constitué un comité régional éolien et un pôle de compétence départemental constitué de ses services, de l'Association Fédérative des Maires et du Conseil Général (1).

La SELA et sa filiale Ouest Energie, pourraient contribuer, pour le compte du Conseil Général, à soutenir des projets inscrits dans un schéma de production et de distribution électrique publique. Ces projets devraient être concertés avec les habitants.

(1) les services de l'Etat ont recensés 64 projets sur 61 communes sur notre département dont 5 sont au stade du permis de construire".

Préserver la pluralité de la presse, c'est garantir la démocratie.



La fédération de Loire Atlantique du PCF et l'Association Départementale des Elus Communistes et Républicains viennent de rencontrer les représentants syndicaux de la FILPAC CGT et de Sud Journaliste de Presse Océan sur le devenir des titres régionaux dans cette période décisive.

La vente souhaitée de la presse régionale détenue par Dassault s'assimile à une véritable braderie. La démocratie, les emplois, la liberté d'expression risque d'être les grands perdants de cette opération. Il est intolérable que Dassault ait pris la main sur de nombreux titres de province, dans l'ouest, dans le nord ou dans la région lyonnaise, pour, au final, comme il le déclara,

ne garder que "Le Figaro". Déjà, parmi l'ensemble des titres détenus par la Socpresse en France, le rachat par des fonds de pensions et autres affairistes européens peut conduire à une réduction significative des titres de la presse quotidienne régionale.

Pour la Fédération et les élus, le ministère des finances, en charge du dossier, après que le conseil de la concurrence ait donné son avis début octobre sur le rachat par Ouest France, doit favoriser, le maintien des titres, les lignes rédactionnelles, les emplois et les moyens de fonctionnement des différentes structures de la presse régionale.

La presse, dans son ensemble est

soumise à de plus en plus à des difficultés pour assurer sa pérennité. Ce que nous vivons aujourd'hui avec Presse Océan dans notre département confirme qu'il est urgent de développer des synergies à tous les niveaux pour la défense du pluralisme de la presse écrite. Elle doit être aidée pour se dégager des seuls intérêts financiers afin de mieux et plus répondre à un souci d'information et de démocratie.

Au cours de cette rencontre, une convergence de vue s'est dégagée. Des initiatives devraient être rapidement prises. Rien n'est plus précieux que la liberté d'expression et de la presse, c'est pourquoi il faut sans relâche agir pour les sauvegarder.

L' "Huma-café" se structure en ASSOCIATION

Une ASSEMBLEE GENERALE CONSTITUTIVE est convoquée

Le LUNDI 17 OCTOBRE à 18Heures Salon de Musique du Lieu Unique

Les Statuts de l'association à but non lucratif (loi de 1901) en projet y seront présentés en vue d'adoption.

Sont invités à cette réunion, les adhérents de La Société des Amis de L'Humanité, les adhérents de la Société des Lectrices et Lecteurs de l'Humanité, et au-delà tous ceux que la démarche entreprise par l'Huma-café dans le paysage politico-culturel de la région intéresse

Logement locatif promesse à minima pour maxi-crise

Les milliers de délégués participants au Congrès de l'union sociale de l'habitat, qui s'est déroulé à Nantes La Beaujoire, fin septembre, sont repartis aussi démunis qu'en arrivant. Le Ministre BORLOO n'a distribué qu'une miette de 0,15% sur les taux d'emprunt en prenant dans la poche des petits épargnants.

Pourtant l'inventaire des besoins en logements, la gravité de la crise (dont les drames de l'été ont été le reflet), a été revisitée, réaffirmée.

Un rassemblement organisé par les associations de locataires, les syndicats (soutenu par une importante délégation d'élus communistes dont la députée Jeannine JAMBU), a eu lieu devant l'entrée principale et dans la salle du Congrès. Le Ministre BORLOO n'a pu échapper aux mots

d'ordre des pancartes et banderoles qui lui sont passés à quelques mètres au début de son discours.

Bien que le président DELEBARRE ait sommé les manifestants de "laisser parler le Ministre de la République", le discours de celui-ci fut certes, gonflé de quelques bonnes intentions, mais vide de mesures significatives dont nos concitoyens ont besoin.

Les plus essentielles furent pourtant réaffirmées par les présidents de la région Pays de Loire et de la communauté urbaine de Nantes métropole, revendiquant à leur tour par exemple, des sanctions financières envers les communes qui refusent de respecter la loi SRU (20% de logement sociaux dans toutes les villes), réduction de la D.G.F. aux villes qui refusent l'effort de solidarité... Très bien, tant mieux. Mais comme nous le disons tous, les paroles ne suffisent plus a fortiori quand elles sont accompagnées d'actes qui contredisent le discours affiché.

Châteaubriant :

La mémoire contre l'oubli 64 ans après la fusillade du 22 octobre 1941



Le dimanche 23 octobre, le 64ème anniversaire de la fusillade de Châteaubriant sera commémorée à la carrière de la sablière là où furent exécutés les 27 otages. Cette année 2005 coïncide avec le 60ème anniversaire de la création de l'amicale de Châteaubriant-Voves-Rouillé. Nous avons décidé dans ce dossier de revenir sur l'action menée

par l'amicale nationale et le comité départemental du souvenir depuis ce tristement célèbre 22 octobre 1941. Depuis la fin de la guerre, de grandes manifestations réunissant des milliers de personnes ont lieu chaque année. La toute première eu lieu le dimanche qui suivit la fusillade. Les châteaubriantais bravaient ainsi

l'occupant et fleurirent l'emplacement des poteaux d'exécution. Dès 1942, les familles se recueilleront dans la carrière et en 1943 pour le deuxième anniversaire, durant la nuit du 22 au 23 octobre de courageux habitants dresseront dans la carrière historique neuf monticules de sable qu'ils fleuriront. Au centre, trois drapeaux et une immense gerbe ; 27

papiers autour d'une soucoupe contenant des douilles portaient le nom des fusillés. Le bouche à oreille amena le 22 octobre un défilé de châteaubriantais dans la carrière. C'est ainsi que naquit cette commémoration populaire et l'amicale de Châteaubriant-Voves-Rouillé qui depuis sa création a été dirigée et animée par des anciens résistants. Léon Mauvais ouvrier avant la guerre et militant syndicaliste, dirigeant communiste qui s'évada du camp de Châteaubriant pour rejoindre la résistance fut le premier président. Fernand Grenier, boulanger avant d'être député de Saint Denis s'évada lui aussi du camp puis sera désigné pour représenter le

Parti Communiste auprès du Général De Gaulle. Il sera ministre du premier gouvernement provisoire d'Alger et retrouvera ensuite son poste de député. Il fut après Léon Mauvais le président de l'amicale. Maurice Nilès remplacera Fernand Grenier suite à la disparition de ce dernier. Métallo également, responsable des jeunesses communistes il s'évada de Voves où il était interné. Il deviendra responsable interrégional des FTP du sud ouest. Après la guerre il sera député maire de Drancy, conseiller général et régional communiste. Maurice nous quittera en fin 2001. Odette Nilès succédera à Maurice. Etudiante en

1940, militante des Jeunes Filles de France, arrêtée le 13 Août 1941 lors d'une manifestation anti-allemande à Paris elle sera incarcérée à la Roquette puis transférée à Châteaubriant. Elle sera témoin du départ à la mort des 27 otages avant d'être transférée à Aincourt, Gaillon, La Lande, Mont et enfin à Mérignac. Epouse de Maurice, elle reprendra sa vie militante après la guerre et anime aujourd'hui avec grande conviction les destinées de l'amicale. 60 ans de lutte pour la mémoire et contre l'oubli, 64ème commémoration qui, depuis 1941 ont vu participer les principaux dirigeants politiques du Parti Communiste, dirigeants syndicaux de la CGT, des représentants des organisations d'anciens combattants, du gouvernement parmi lesquels le général De Gaulle en 1960.

Châteaubriant un hommage aux martyrs depuis la première année

Odette Nilès

" Mémoire et citoyenneté vont de pair et nous pensons qu'un présent sans passé n'a pas d'avenir "

Pour honorer cette phrase écrite sur les planches de la baraque par Guy Moquet, le plus jeune des fusillés : " Vous qui restez, soyez dignes de nous les 27 qui allons mourir. ", nous résumons notre désir de ne pas oublier nos camarades tombés sous les balles d'un peloton d'exécution. Dès notre retour des camps en septembre 1945, nous avons décidé de constituer l'amicale " Châteaubriant-Voves-Rouillé " à la mairie d'Issy les Moulineaux, sous la présence du Maire Maillet un ancien du camp de Choisel et de Léon Mau-

vais évadé en juillet 1941. Cette amicale a travaillé d'arrache-pied pour honorer la mémoire de nos camarades morts pour que vive une France libre. 60 années ont passé et le souvenir des 27 demeure en nous tenace, inoubliable. Ce même 22 octobre 1941, à Nantes, d'autres patriotes étaient fusillés, dirigeants d'anciens combattants de 14-18, et des jeunes communistes et catholiques travaillant ensemble pour la résistance. 5 autres nantais seront fusillés au Mont Valérien. La tragédie allait être très tôt connue dans le monde. Diffusé par les radios de Londres et Moscou, ce récit eut pour conséquence un réveil des consciences du peuple de France. La fusillade des otages était le premier massacre collectif commis en France. La liste des hommes à fusiller, fournie aux nazis par Vichy, illustrait cette phrase tristement célèbre : " Plutôt Hitler que le front populaire ". Voilà pourquoi nous restons fidèles à l'esprit qui animait la résistance : être au coude à coude

dans la lutte contre l'asservissement, l'antisémitisme, le racisme, la haine, sentiment ou idéologie toujours vivaces. C'est dans les conditions nouvelles du 21ème siècle, plus de 60 après que nous restons fidèles à l'idéal qui animait nos camarades. (1) Odette Nilès Présidente de l'amicale de Châteaubriant-Voves-Rouillé. Médaillée de la résistance, internée à Châteaubriant, Chevalier de la légion d'honneur.



Ils ont dit :



Joël Busson président du comité départemental du souvenir des fusillés de Châteaubriant et Nantes

Le Week-end qui se prépare nous réunira pour l'une des dernières manifestations de cette année riche en diverses commémorations du souvenir. Au fur et à mesure que le temps nous éloigne des faits, les témoins directs disparaissent, les leçons tirées à chaud des événements s'estompent, se brouillent, les grands médias ne s'embarrassent pas de la nécessaire rigueur historique. Ils conduisent, au gré des modes, un passé trop souvent déterminé, corrigé, rectifié par des objectifs du présent. C'est contre une telle distorsion de l'histoire qu'il faut s'insurger, c'est dire combien nous avons de travail de mémoire devant nous, travail de mémoire pour lequel les cérémonies du week-end du 23 octobre vont contribuer.

Pour se rendre aux cérémonies de Nantes et Châteaubriant

Des cars sont mis à la disposition des personnes qui désirent se rendre aux cérémonies. Pour la veillée de Nantes le vendredi 21 octobre : Un car gratuit partira de Saint-Nazaire à 16h de la maison du peuple avec un arrêt à 16h15 devant la mairie de Trignac Le retour est prévu vers 20 heures. Pour les cérémonies du dimanche 23 octobre à Châteaubriant : Région de Saint-Nazaire, un cars partira de Pornichet à 8h45, Saint-Nazaire Le Perthuichaud 9h, La Berthaudière 9h10, Victor Hugo 9h20, Maison du peuple 9h30, Penhoët 9h40, Trignac Mairie 9h45, Montoir de Bretagne 9h50, Prinquiau Mairie 10h00. Restauration et transport 29 euros. Inscriptions à la maison du peuple de saint-Nazaire 02 40 22 23 21 ou auprès de Jo Patron 02 40 90 21 91. Région nantaise : Rezé : Place du 8 mai à 11h45, Nantes Place Pirmil 11h50, Place du Commerce 12h10, Place des châtaigniers 12h15, Beau-séjour 12h15, Pont du Cans 12h20, Le Cardo 12h25 ce transport est gratuit.

PRENONS NOTE...

Budget 2006

Après trois années successives de baisse du nombre de fonctionnaires, de nouvelles coupes sombres sont annoncées :

2003 : 993 suppressions d'effectifs

2004 : - 4537

2005 : - 7392

2006 : - 5318

Imposons l'égalité des soins

Après l'euro supplémentaire sur le forfait journalier, le déremboursement massif de médicaments devenus subitement inefficaces, la franchise de 18 euros est un pas de plus vers l'instauration d'un système de santé à deux vitesses.

La double peine pour les chômeurs

Voilà la dernière trouvaille du gouvernement : les salariés privés d'emploi par les politiques de licenciements et de délocalisations, les précaires baladés de petits boulots en CDD sont prévenus. S'ils ont encore la chance d'être indemnisés – car ne l'oublions pas, près de la moitié des chômeurs de notre pays ne le sont pas – et s'ils n'acceptent pas de se plier aux premières propositions d'activités venues, leurs allocations pourront être réduites de 20% au premier refus, de 50% au second, totalement supprimées au troisième. Un véritable scandale !

Aides publiques en question

A Nantes, l'incertitude sur l'avenir de deux groupes – Atmel (350 salariés) et Hewlett-Packard (une quarantaine) – pourtant largement bénéficiaires d'aides souligne l'urgence de rétablir la loi du 4 janvier 2001 relative au contrôle des fonds publics accordés aux entreprises, dite "loi Hue" et supprimée par le gouvernement Raffarin.

Inquiétude du réseau des chantiers d'insertion

Dans le département, plus de 1000 personnes en situation d'exclusion sociale et professionnelle sont concernées par les contrats d'insertion - contrat d'accompagnement dans l'emploi et contrat d'avenir. Les représentants de ces chantiers ont manifesté leur inquiétude le 28 septembre quant aux moyens mis à leur disposition par l'Etat pour assurer leur mission.

Centenaire des Galettes Saint-Michel fêté dans la lutte

Après plus de 15 jours de débrayages quotidiens pour une revalorisation de leur salaire, les salariés ont obtenu une augmentation de 2% en moyenne.

Yves Rocher : vous connaissez !

Au Burkina Faso, pays le plus pauvre du monde, après liquidation de la Gacilienne – filiale du groupe Yves Rocher – 133 ouvrières ont été licenciées le 1er août dernier, après 9 années de loyaux services, sans préavis et sans explication.

Exprimons notre solidarité et exigeons le paiement immédiat des indemnités en signant la pétition : coorfemmes@yahoo.com

Soutien et appel à mobilisation

De la section du Pcf de St-Nazaire à l'élève camerounaise scolarisée au lycée A. Briand et au mouvement lycéen, des personnels d'éducation, des parents d'élèves se mobilisent pour empêcher son expulsion possible à tout moment car sans papiers.

Mobilisation contre les rafles

18 familles de Roms survivent sur un terrain aménagé en face de "METRO" à Nantes, installées dans l'agglomération depuis plusieurs années, en accord avec l'Etat et la Ville de Nantes, soutenues par des associations. Le 28 septembre, la Police de l'Air et des Frontières (PAF), au risque de mettre en cause cette expérience réussie, a décidé de s'y attaquer. Et pourtant, cette expérience est très positive, pas d'effet d'aubaine, pas d'incivilité selon la Police.

Le Tribunal de Grande Instance s'est vu mobilisé, toute affaire cessante, pour décider du sort de 3 Roms : deux sont en résidence surveillée. La mise en détention du troisième est confirmée par le juge, au motif qu'il a été destinataire d'un Arrêté Pour Reconduite à la Frontière (APRF qu'il n'a pas reçu) et qu'il n'est parti. Bien que sa femme soit en règle et malade (tuberculeuse), le juge a considéré que leur séparation ne pose pas de problème. Le recours devant le Tribunal administratif n'est pas suspensif, le 30 septembre, la décision était prise. Il sera déjà loin lorsque le juge motivera sa décision.... Samedi 1er octobre, 8h30 du matin, l'avion, à destination de Roissy, chargera dans ses soutes plusieurs dizaines de kilos de vivres offerts par un collectif et des expulsés (1 Rom et 8 Turcs) sans perspective dans ses trajectoires, sauf celle de revenir.

La PAF agit pour remplir des lignes statistiques dans un ministère, pour s'assurer que les quotas d'immigrés permettent à "Nicolas Premier" de flatter les électeurs de droite et d'extrême droite soucieux de trouver des boucs émissaires. L'objectif de la préfecture, fixé par Sarkozy, est de 174 reconduites à la frontière avant la fin de l'année....

Le 1er octobre, aux Sorinières, c'est la fin du délai avant expulsion des familles Roms installées depuis plusieurs années sur un délaissé de voirie propriété du Conseil Général. Chaque jour qui passe, ce sont des contrôles inopinés mais réguliers dans les cafés où la population immigrée se retrouve, ce sont des familles sans papiers déboutées de leur demande de droit d'asile qui se retrouvent à la rue, ce sont des vies brisées...

Les communistes s'opposent à cette dérive autoritaire et ces rafles d'immigrés

Qu'attendez vous de la gauche ?

Des manifestants rencontrés le 4 octobre ont exprimé leur avis.

Michel d'EDF : "D'abord, le rassemblement des partis de gauche, y compris le PS, même si aujourd'hui chez eux c'est la cacophonie. Ce n'est pas le moment des stratégies électorales, il faut une alternative crédible. Les positions et ambitions personnelles, sans mise en cohérence avec d'autres, donnent une mauvaise

image de la politique."

Nelly, mairie de Rezé : "Malheureusement, au niveau politique, il n'y aura pas de changement. Il faudrait plus pour exiger un dialogue social et politique. Les politiques n'entendent pas nos revendications, la droite comme la gauche. Pour 2007, la gauche doit écouter et agir..."

Jacques travaille dans le secteur privé de l'informatique "J'attends beaucoup d'un regroupement PC, vert, PS, LCR et alter mondialiste. Un candidat unique pour un projet véritablement de gauche, c'est efficace. Sinon : vote

Un autre monde est possible

Le collectif "Le monde n'est pas une marchandise" organise chaque année le forum social du pays nantais. Celui-ci n'est pas réservé aux militants disciplinés qui édicteraient des programmes portés ici ou là. Il est un espace de rencontres et de recherche d'alternatives, marqué par la diversité qui recouvre la contestation d'un capitalisme mondialisé et militarisé. Ce rendez-vous pour un autre monde nourrit des débats, fait naître de nouvelles exigences. Des centaines de citoyens se retrouvent pour échanger, confronter, construire ensemble avec leurs convictions, leurs aspirations, leurs rêves.

Communistes, nous défendons un projet de société solidaire. Nous nous opposons à la politique d'allé-

geance du gouvernement aux exigences de l'OMC, par la Banque centrale européenne, la Banque Mondiale, le FMI interposés.... Nous voulons une Europe qui puisse être un point d'appui dans la construction d'un monde de paix dont l'humanité soit la finalité. Les voix des communistes français doivent se mêler à ce concert des citoyens qui de plus en plus nombreux résistent et explorent d'autres voies pour d'autres mondes possibles.

Deux rendez-vous pour clore cette quinzaine.

- le jeudi 13 octobre, à la Maison des Syndicats Nantes, "Pour un commerce international plus juste" Débat à 20h30.

- le vendredi 14 octobre, à la Manufacture, "Des européens se rencontrent"



utile qui ne sert à rien et des petits candidats qui ne sont pas au 2ème tour donc sans intérêt. Il faut essayer de travailler à ce programme d'actions et de front commun pour 2007."

Monique, CHU Nantes : "Les politiques doivent jouer un rôle, mais ils ont du mal à nous entendre. 2007 : on aspire à ce que cela change, mais on n'y croit plus. Il faut que la gauche prenne ses responsabilités. Le PC a dû mal à représenter cela. Les partis politiques doivent nous écouter et améliorer notre situation. Aujourd'hui, il y a un décalage énorme

entre les choix et les besoins. Il faut un changement politique radical."

Steve, étudiant souhaite l'union des partis de gauche avec les promesses tenues, et un candidat unique. "Chaque parti ne peut réussir seul. Nous devons dépasser le vote contre, le vote de refus par un vote participatif. Nous ne sommes pas représentés par les partis politiques. Ils doivent présenter des bilans, sans lutte de pouvoir qui discrédite la politique alors qu'ils devraient être proches des gens. Nous devons nous bouger ensemble."

Evènements, culture, idées.

L'augmentation du prix du pétrole ! Quels enjeux pour les salariés ?

Nous entrons dans une crise pétrolière extrêmement grave pour notre avenir. Le pétrole s'épuise et nous approchons de l'échéance où malgré une demande fortement croissante du fait des pays développés de la Chine et de l'Inde, le débit de pétrole qui sortira de tous les puits de la terre diminuera inexorablement.

Les groupes pétroliers affirment que cette échéance interviendra dans 20 ans en moyenne.

Les scientifiques de l'ASPO1 considèrent qu'elle interviendra beaucoup plus tôt, certains prédisent 2008. Nous sommes donc bien face à une crise énergétique inéluctable dont les causes ne sont pas politiques comme en 1973 et 1979, mais sont liées aux limites même de la planète en matière de ressources fossiles. Nous devons commencer à apprendre à vivre sans le pétrole.

Face à cette échéance inéluctable, nos sociétés ont, entre autres, deux problèmes majeurs à résoudre.

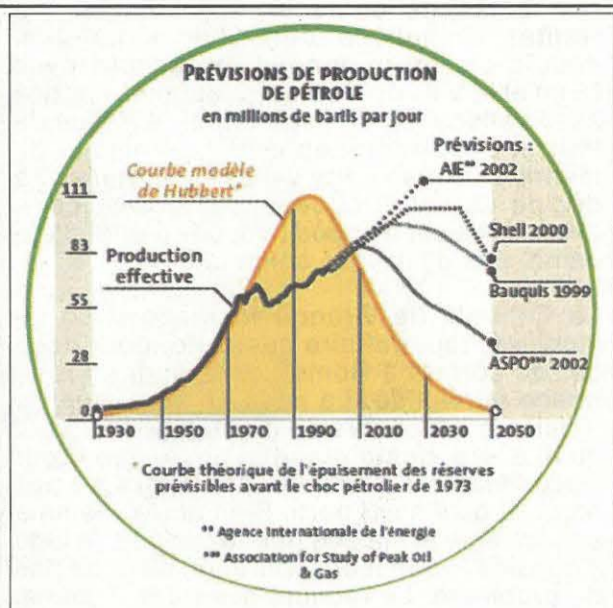
- Premièrement, nous devons trouver les systèmes énergétiques que nous pourrions développer dans le futur pour commencer à remplacer le pétrole. C'est notamment le cas pour tous nos transports à base de pétrole. Ils sont l'élément essentiel au cœur de la

mondialisation libérale. Par ailleurs, changer un système énergétique est un véritable changement de civilisation, qui prend une trentaine d'années et demande des efforts à hauteur de ceux consentis pour la reconstruction de la France en 1945.

- Le second problème sera de gérer la transition. Les deux scénarios les plus probables, dans le cadre de la dérégulation libérale, sont inquiétants. La baisse de la production du pétrole va entraîner un écart grandissant entre l'offre et la demande mondiale. Fatalement, le prix du baril va donc continuer de croître (un baril à 300

Pour les décennies à venir, nous devons à la fois, augmenter l'efficacité de nos systèmes énergétiques que sans exclusive et garantir aux salariés des accès à l'énergie à un coût acceptable

dollars n'est pas invivable), entraînant un accroissement des inégalités et des difficultés économiques pour les salariés, un essouffement durable de l'économie mondiale et, à terme, une crise comparable à celle de 1929. Mais un autre scénario



plus dramatique encore peut survenir : si aucune décision majeure n'est prise aujourd'hui, l'augmentation de la demande énergétique va entraîner des situations conflictuelles dans le monde, dues notamment à ceux qui veulent mettre la main sur ce qui reste de pétrole. On peut donc facilement envisager, dans ce cas, une tension économique doublée de tension guerrière et terroriste. La paix peut être menacée.

Pour les décennies à venir, nous devons à la fois, augmenter l'efficacité de nos systèmes énergétiques, faire appel à toute la diversité énergétique sans exclusive et garantir aux salariés des accès à l'énergie à un coût acceptable. Pour assurer la cohérence et l'efficacité de ces orien-

tations, les questions énergétiques doivent être maîtrisées par le secteur public. Seuls des services publics renouvelés peuvent conduire cette mutation énergétique de la société qui doit privilégier d'autres modes de transports plus économes, comme le ferroutage, le transport maritime et fluvial, et encourager les transports en commun.

Claude Auffer

Notes :

1. ASPO : Association for Study of Peak Oil, scientifiques indépendants des groupes pétroliers.
2. Notre camarade C. Auffer est ingénieur, ancien administrateur du CEA (Commissariat à l'Énergie Atomique).

Coup de cœur

Petit traité de vagabondage

Pour ralentir la fuite du temps, Sylvain Tesson parcourt le monde à pied, à cheval, à vélo ou en canot... " Au tic-tac de l'horloge, le voyageur répond par le martèlement de sa semelle. La marche à pied oppose au rouleau du temps la mesure de l'espace ".

Pour ce géographe de formation, " la géographie a été inventée parce que des hommes à l'esprit curieux voulaient comprendre comment s'ordonnaient les choses à la surface de la terre ". La plus belle des disciplines, dit-il, se tient au carrefour des connaissances, elle convoque à elle les autres sciences. Elle précipite ce que lui révèle chacune dans son chaudron, mélange les ingrédients et concocte une lecture du monde. Elle offre ainsi les clés qui ouvrent le paysage à la compréhension : " la géographie, c'est quand la lumière se fait ".

Mais attention à l'amoureux de la géographie qui croit calmer sa fièvre du monde dans la seule consultation des cartes. Qu'il prenne garde ! Elles sont des sirènes aussi néfastes que celles d'Ulysse. Il doit comprendre qu'à trop divaguer sur les cartes, on risque la déception. Car le voyageur, une fois l'esprit encombré de mythes, ne partira pas pour découvrir des royaumes inconnus, mais pour vérifier si ceux-ci ressemblent à son rêve.

Pour ce marcheur au long cours, l'écriture quotidienne au bivouac du soir est le plus intense moment d'apaisement : " Ouvrir son cahier en papier de riz (économie de poids) couvert d'une écriture très fine (économie d'espace) et de phrases très brèves (économie de style) ". Son écriture porte ainsi la marque de la sobriété avec laquelle écrivaient les marchands de la soie, les marins portugais ou les explorateurs arabes. Dommage que tant de séductions dans le propos et le style débouchent sur un épilogue teinté de misanthropie. En effet, S. Tesson envisage de finir sa vie — il n'a que 33 ans ! — dans une cabane forestière, dont " la porte sera ouverte en permanence à tout le monde à condition bien entendu qu'il ne passe jamais personne ". A quoi bon parcourir de la sorte le vaste monde, si c'est pour finalement le fuir, faute de vouloir le changer.

Sylvain Tesson, Petit traité sur l'immensité du monde 2005, Ed. Des Equateurs, 15€.



Exposition...

Nantes demain



Nantes : la ville en projets 2005-2015

La ville de Nantes expose ses projets. Comment elle se développe-t-elle ? Dans quel cadre ? Peut-elle garder son identité tout en s'ouvrant sur l'avenir ? Et faire face à l'étalement urbain sans se replier sur elle-même ? Quels doivent être ses grands projets ? Ses nouveaux équipements ? Ses nouveaux quartiers ?

Avec quel urbanisme, pour répondre aux grands défis tels que le logement, la mixité sociale, le développement économique, les transports ?

Nantes de demain se dessine aujourd'hui, dans une exposition multimédia, des rencontres et débats avec divers acteurs de la ville.

Du 7 octobre au 15 décembre, hall Alstom, derrière le palais de justice.

Du mardi au dimanche de 11h. à 19h. — entrée gratuite.

Lire

Crise, pratiques et perspectives de l'école en France

Cet ouvrage capital procède à un examen critique particulièrement riche, fouillé, clair, percutant, mais non culpabilisant, de la situation de l'école en France, dans toutes ses dimensions tant historiques, sociales, économiques, politiques que pédagogiques.

Les logiques patronales y sont mises en évidence dans leurs rapports à l'école, et par l'usage qu'elles font des diplômes. Mais également celles, ins-

titutionnelles, de tri social des flux d'élèves selon des filières hiérarchisées. Les contradictions de l'école unique en crise sont analysées. Si elle a bien eu des effets démocratiques, avec l'essor spectaculaire de la scolarisation prolongée des jeunes générations, dans le même temps l'inégalité sociale des chances d'accès à la réussite scolaire, et aux diplômes les plus élevés, est restée quasiment inchangée. L'école unique actuelle



est donc encore loin d'être démocratique.

Les pédagogies nouvelles, le constructivisme, les soi-disant vertus du concret par rapport à l'abstrait, sont passés en revue. Ainsi que l'absence de reconnaissance des

capacités intellectuelles d'abstraction et de raisonnement logique chez tous les élèves à partir du moment où ils ont accès au langage. La façon dont l'école impose massivement la cause de leurs difficultés à l'origine populaire

des élèves concernés est contestée, tout comme la façon dont elle délègue aux familles certains des apprentissages dont elle devrait avoir la charge, faisant ainsi jouer aux ressources familiales un rôle majeur dans la production des inégalités scolaires.

Autant d'interrogations et de critiques qui débouchent cependant sur la perspective réaliste d'une école pour tous, véritable école commune, dont nature et ambitions sont précisées.

A lire absolument.

(1) L'École en France. Crise, pratiques, perspectives dir. J.-P. Terrail, Ed. La Dispute, 2005, 240 pages, 20€.

près de vous

Carène

Le versement transport enfin revalorisé

Au nom des élus communistes de la Carène, Laurent BELLIOU s'est réjoui "de voir enfin revalorisé le montant du versement transport payé par les entreprises". Il faut dire que le groupe formulait cette exigence depuis trois ans. "0,05 % d'augmentation ça n'a l'air de rien mais cela rapportera tout de même 438 000 euros de recettes nouvelles en 2006" a précisé le conseiller communautaire. Il a terminé son intervention en demandant, une nouvelle fois "que plus aucune entreprise située sur le territoire de l'intercommunalité ne soit désormais exonérée de ce versement".

ADECR

Soutien aux Chantiers d'insertion

Le 28 septembre, à Nantes, devant la Préfecture, les personnels des chantiers d'insertion ont manifesté contre les nouveaux contrats BORLOO. Ces contrats diminuent les salaires des stagiaires et représentent un surcoût très important pour les associations qui risquent de devoir fermer la porte. "Nous partageons vos démarches pour une prise en charges par l'État des nouveaux contrats au même niveau de financement que celui des CES afin d'assurer notamment l'application des conventions collectives et le coût de la formation des salariés (impérative pour la "qualité" de l'insertion)" leur a précisé Michel LUCAS au nom de l'ADECR.

Droit à la dignité

J. Louis LE CORRE au tribunal

Le 25 mars 2005, Jean Louis LE CORRE, Maire de Trignac, soutenu par le Conseil Municipal unanime, prenait trois arrêtés anti-expulsion, anti-coupe d'eau et d'électricité. Le Préfet vient de décider de déférer la commune de Trignac devant le Tribunal administratif pour les annuler. Le droit à la dignité reste à conquérir dans notre pays !

Logement

La Baule, les riches !

Le quartier de la Victoire va être réhabilité mais le Maire n'est pas pressé d'y construire des logements sociaux. Interpellé par Gérard Denoyelle qui regrettait que sa commune, avec 4,6% de logements sociaux, soit en queue de peloton du département et qui demandait que le nouveau projet compte "20% de logements aidés sur la totalité des habitations qui verront le jour". Yves METAIREAU a déclaré tout net "Cette loi qui prévoit un quota de logements sociaux est absurde". Il a ajouté, le mépris à la bouche : "on ne fera pas la politique que vous voulez, vous n'avez pas la majorité !".

L'activité



■ Saint Malo de Guersac Nicolas t'es où ?

Depuis l'été 2003, le Conseil municipal a demandé que la commune soit classée en état de catastrophe naturelle. Les mois, les années passent sans réponse du Ministère de l'Intérieur. Il est vrai que le sort des familles Malouines est moins médiatique pour Mr SARKOZY que l'expulsion de mal logés dans les quartiers populaires de Paris et de sa banlieue ou l'assaut militaire à grand spectacle du paquebot Pascal Paoli traitant comme des voyous, les salariés de la SNCF en lutte pour sauver leur emploi.

Pour les familles concernées par des fissures et les dommages dans leurs habitations, la vie devient chaque jour un peu plus difficile. Cinq propriétaires voient aujourd'hui leurs maisons sur le point d'être déclarées en état de péril et la sécheresse de cet été n'a rien arrangé. Les travaux nécessaires ne peuvent être entrepris tant que les Pouvoirs Publics n'ont pas donné leur avis sous peine de rester à la charge des occupants. "Il y a urgence, il n'est pas normal que l'Etat ne réponde pas" a souligné Roger DAVID au dernier Conseil municipal. Il a proposé aux élus de renvoyer une nouvelle motion à Nicolas SARKOZY.

Impôts régionaux

Qui paie et combien ?

Les feuilles arrivent dans les foyers. Nous avons posé trois questions à Gilles BONTEMPS, Conseiller régional, pour en savoir plus sur ces impôts locaux qui ont fait couler beaucoup d'encre au moment du vote des budgets 2005.

NLA : Sur les feuilles d'impôt reçues à la maison qu'elle est la part des impôts régionaux ?

Gilles Bontemps : Pour qui se souvient des cris de goret qu'on égorge poussés par la droite au moment du vote des budgets régionaux, votre question s'impose. Dans les Pays de la Loire les communes percevront en moyenne 491 euros par habitant ce qui représente 64 % des impôts locaux, les départements 234 euros soit 30 % des impôts locaux, la Région 47 euros soit 6 % des impôts.

NLA : Quoi qu'il en soit, les impôts sont en hausse et cette hausse n'est pas négligeable...

Gilles Bontemps : C'est vrai, l'augmentation est sensible. Elle touche les propriétaires à travers l'augmentation de la Taxe Foncière (en moyenne 7€ par habitant), les automobilistes avec l'augmentation de la taxe sur les cartes grises (+ 2€ par CV fiscaux). Je souligne toutefois que, l'an passé, la nouvelle majorité avait supprimé la taxe sur les permis de conduire. Je trouve tout à fait légitime que cette hausse de la fiscalité régionale fasse débat au moment où la baisse du pouvoir d'achat est la première préoccupation des familles et alors que les prix de l'essence, du gasoil et du fuel domestique s'envolent mais je remarque qu'elle touche d'abord et avant tout les grandes entreprises. A travers l'augmentation de la Taxe Professionnelle (+ 22% et + 30 M d'€) et de la Taxe Foncière les entreprises - particulièrement les grandes - sont légitimement sollicitées. L'ancienne majorité de François FILLON n'avait pas augmenté les taux de Taxe Professionnelle depuis 1998 !

NLA : Pouvez vous nous dire à quoi va servir cet argent ?

La Région va disposer de moyens supplémentaires pour financer des politiques publiques qui répondent aux besoins des populations et au développement de nos territoires. Citons, sans être exhaustifs, la modernisation et développement des transports ferroviaires, des gares et des pôles multimodaux de transports, le soutien aux intercommunalités dans leur politique en faveur du logement social, la gratuité des manuels scolaires des lycéens (pour 10 millions d'€ en 2005), la dotation aux équipements des apprentis et revalorisation de leur indemnité de transport, le financement du développement du Port autonome Nantes - Saint Nazaire à Donges-Est. Il s'agit là d'engagements pris lors de la campagne électorale et le moins que l'on puisse demander aux élus, c'est le respect des engagements pris !

Yann Vince

"J'observerai, et je ferai savoir"

Yann VINCE, Président du groupe des élus communistes de la Communauté d'agglomération de Nantes Métropole vient d'adresser un courrier aux députés européens du Grand Ouest. Dans les prochaines semaines, Strasbourg va devoir se prononcer sur la directive Bolkestein. "Cette proposition va exactement à l'encontre du modèle social que nous tentons de construire" souligne Yann Vince qui poursuit : "Elle le détruit, il faut donc la rejeter. Les citoyen(ne)s, le 29 mai, ont confirmé par leur vote que la conception ultralibérale de la construction européenne que porte le projet de directive Bolkestein est discréditée. Ils doivent être entendu(e)s. De plus, dans mon département, cette directive étant, avant l'heure, appliquée aux Chantiers de l'Atlantique, nous en voyons les conséquences sur les salariés d'ici et d'ailleurs... J'observerai donc comment vous allez voter sur la demande rejet... Et, je le ferai savoir" prévient l'élu communiste.

Marais de Brière :

Un effort exceptionnel de Saint Joachim

Des travaux sont engagés depuis la rentrée de septembre sur la commune de Saint Joachim pour préserver le marais de Brière.

Dans le cadre du contrat du Parc régional, la commune participe à hauteur de 50 000 euros à valoriser le marais. Les concours du Feder, de la Région et Conseil Général sont d'un montant équivalent. Marc Justy a également profité des conditions climatiques favorables pour réaliser des travaux de curage de canaux, sur 5kms, pour un montant de 20 000 euros. D'autres communes de Brière seraient bien avisées de faire de même



AUJOURD'HUI ET DEMAIN



7/8/9 octobre : une délégation de 10 élu(e)s a participé au congrès de l'ADECR à Rennes.

Samedi 15 octobre : comité régional du PCF à Angers.

Judi 20 octobre : forum débat citoyen, 20h00 salle Jean Jaurès à Rezé.

Vendredi 21 octobre : veillée du souvenir 17h45 au Monument des 50 otages à Nantes.

Dimanche 23 octobre : commémoration des fusillés de Châteaubriant à la carrière de la Blisière, rdv 14h00 rond-point Fernand Grenier.

Judi 3 novembre : forum débat citoyen, 20h00 salle du 8 mai à Bouguenais.

Vendredi 4 novembre : débat public sur l'école, 20h00 salle Jeanne d'Arc aux Sorinières.

Mardi 8 novembre : forum citoyen à 20h00 complexe polyvalent à Savenay.

Lundi 14 novembre : venue de M.G. Buffet à St Nazaire.

■ INDRE

Hommage aux résistants dimanche 24 octobre à 8h45 place du marché et défilé du môle au cimetière où les tombes des résistants Eugène et Léonie Kerivel, Lucien Leloir et Alphonse Guihot seront fleuries.

■ LA BLISSIÈRE

A l'orée de la forêt de Juigné, le dimanche 24 octobre, à 9 h 30 un hommage sera rendu avec un dépôt de gerbes aux résistants fusillés dans le bois le 15 décembre 1941.

■ NANTES : " N' OUBLIEZ PAS CE QUE CELA FUT "

La veillée du souvenir se déroulera à Nantes au monument des 50 Otages à 17h 45. L'évocation qui sera présentée a été écrite par Jean Claude Baron. Elle est intitulée " N'oubliez pas ce que cela fut ".

Elle sera interprétée par les enfants de l'école Alphonse Braud de Chantenay, accompagnés par la chorale de la butte Sainte Anne, du Chanteur Pascal Gillet et des comédiens Isabelle Lauriou, Nicolas Herviais, Eric Baron et de Yoann Héreau au piano.



Lauriou, Nicolas Herviais, Eric Baron et de Yoann Héreau au piano.

■ CHÂTEAUBRIANT : " LA LIBERTÉ EN HÉRITAGE "

L'évocation cette année aura pour titre " la liberté en héritage. Elle a été écrite et mise en scène par Alexis Chevalier. Assistanat : Christine Maerel. Une réalisation artistique du théâtre Messidor Avec la participation de : Dany Coutand (chant et guitare), Olivier Rousseau (Piano), Ludovic Hellet (contrebasse), et les musiciens du voyage Romani Gadjes.

Interprétation du spectacle par 50 comédiens et comédiennes amateurs du pays de Châteaubriant et les jeunes des établissements scolaires publics.



« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Yannick CHENEAU

Commission paritaire : N° 0310 | 86504

Imprimerie : IMPRAM Lannion

Composition SEM Locminé

Responsable de la rédaction :

Yannick Chéneau

NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes

Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 35 40 55

e-mail : nouvelles.loire-atlantique@laposte.net

Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la

collaboration de :

Marie-Annick BENÂTRE

Michel DEJEU

Michel LUCAS

Jean-Paul MARTEL

Jean-Yves MARTIN

Aymeric SEASSAU

Yann VINCE



■ 64ÈME ANNIVERSAIRE DE LA FUSILLADE DE CHÂTEAUBRIANT

Dimanche 23 octobre 2005

■ 13h15, au château : départ du défilé avec les enfants des écoles du pays de Châteaubriant.

■ Rassemblement Rond-point Fernand Grenier.

Défilé jusqu'à la carrière des fusillés.

■ Sous la présidence de Madame Odette Nilès, présidente de l'amicale ; Monsieur Alain Hunault, Maire de Châteaubriant.

■ Allocutions :

-Madame Nicole Borvo, sénatrice, membre de la direction nationale du Parti Communiste Français ;

-Monsieur Robert Créange, secrétaire général de la FNDIRP.

**La Cave
Les Spécialités**

2 rue du 11 novembre
44110 Châteaubriant

Tél. 02 40 81 84 40
Fax 02 40 28 34 41



**La Cave
Jules Verne**

Vincent Bécam sommelier conseil
Jean-Luc Le Bot technicien œnologue
Syvain Chazé sommelier conseil

78 bd Jules Verne
Route de Paris
44300 NANTES

L'Univers de la PLANTE

Vilmorin

de la FLEUR

et du CADEAU

Sarl La Rosée

ESPACE ENCHANTE VILMORIN

sur

2 200 m²

30, rue Alsace Lorraine 44110 CHATEAUBRIANT - Tél. 02.40.81.05.21 - Fax 02.40.28.06.06



INTERFLORA

23, rue Aristide Briand
CHATEAUBRIANT
Tél. 02 40 28 08 77

FRANCE-FLEURS

11, place de la Motte
Tél. 02 40 81 23 43
Fax. 02 40 81 02 26

Mme Chaplais

ART FLORAL

CHARCUTIER

Yannick Viaud

TRAITEUR



Pour tous
Renseignements
ou Réservations :
Tél. 02 40 28 62 15
Fax : 02 40 28 63 09

9, place de Talhouët - 44110 SOUDAN

PIZZERIA - GRILL - RESTAURANT

L'ARLEQUIN



41 rue de la Libération
(à côté de la piscine)

44110
CHATEAUBRIANT

Tél. 02 40 81 85 75



Châte@ubriant

Un Pays
à découvrir...



- Un Château Médiéval et Renaissance
- Une Cité riche d'Histoire
- Une Gastronomie recherchée
- Un Pôle d'équilibre économique tourné vers demain